

Saran, le 25 juin 2026

Le vendredi 5 juin 2026, l'**UFAP UNSa Justice du CPOS** a été saisi par un collègue concernant des faits particulièrement inquiétants et un manque de réaction de la hiérarchie. En effet, un pensionnaire nommé R communiquait des informations personnelles concernant plusieurs agents notamment une collègue exerçant sur un secteur sensible : noms, composition familiale, lieux d'habitation, type de véhicules. Plusieurs CRP avaient été rédigés et une observation avait été tracée. Immédiatement, l'**UFAP UNSa Justice du CPOS** a interpellé la direction locale sur les mesures d'accompagnement, de protection et de soutien des personnels exposés.

Suite à notre intervention pressante, deux des personnels concernés ont été reçus par le chef d'établissement le lundi 8 juin 2026 c'est à dire presque une semaine après les premières remontées d'informations de la situation.

Ce même 8 juin 2026, nous sommes intervenus auprès de la direction interrégionale afin d'obtenir le transfert du détenu. Nous avons obtenu un accord de principe immédiat du fait d'une argumentation solide. La direction interrégionale indiqua que celui-ci sera effectué dès lors que le CPOS aura fait le nécessaire administrativement. **Ce jeudi 25 juin 2026, le pensionnaire indiscret va être transféré !** C'est encore une victoire de l'**UFAP UNSa Justice** pour les collègues.

Il nous est rare de communiquer sur nos réalisations puisque la fanfaronnade ne sied pas aux multiples situations individuelles et collectives dont nous sommes saisis. Cependant, il était essentiel sur cette situation de le faire. **En effet, la négligence dont la hiérarchie a fait preuve aurait pu avoir des conséquences néfastes sur les personnels dans leur vie familiale et dans leur vie privée, sans occulter les effets psychologiques.**

Sans notre alerte, alors que les informations avaient été rapidement transmises, la situation serait en attente comme les multiples observations sur GENESIS. D'ailleurs, ce manque de réaction immédiate de la hiérarchie a très probablement favorisé la propagation des informations au sein de la détention. Potentiellement, des pensionnaires ayant des profils inquiétants et des moyens de commanditer ou de mettre en œuvre en seraient en possession.

Le bureau local **UFAP UNSa Justice** tient à saluer la conscience professionnelle des personnels de la base au CPOS. Ils maintiennent un niveau d'alerte qui s'avère salutaire tandis que la hiérarchie locale fait preuve d'apathie.

Nous alertons sur le manque d'intelligence situationnelle de plusieurs décideurs au CPOS. Ceci risque de mener encore une fois cet établissement dans la gestion d'événements fortement désagréables.

Nous continuons d'accompagner les personnels dans toutes les démarches qu'ils entreprennent. Leur santé et leur sécurité au travail nous oblige ! Effectivement, sauf d'être tristement frappé d'aveuglement volontaire, ils sont visibles ceux dont la vanité syndicale n'est plus à démontrer, ceux qui espèrent un siège en CSA pour agir ou pas. Alors **l'UFAP UNSa Justice du CPOS**, sans attentisme, s'évertue à agir pour les personnels avec détermination.

Vous voulez des interventions syndicales efficaces, vous savez déjà qui soutenir.

**Pour le bureau local,
Joseph PITA MUKUNA**

